



Pour le proviseur **Jérôme Logre**, le système est impossible à réformer, sauf à lui « couper la tête » en passant d'un ministère centralisé à des « éducations régionales »

« L'Education nationale est obèse, ingérable et inefficace »

Disruptif

Ancien proviseur, ayant passé vingt-cinq ans à la tête d'établissements très variés, **Jérôme Logre publie *La vérité sur votre école - Et la seule façon de la changer***, chez Fauves Editions.

Interview Irène Inchauspé

Comment l'Education nationale est-elle devenue le monstre ingouvernable que vous décrivez ?

Je suis rentré jeune dans la maison et elle n'a cessé de grossir, notamment dans les années 1970 avec la création du collège unique qui a suivi la suppression de l'examen d'entrée en 6^e. On a donc scolarisé des promotions entières, tout en supprimant la possibilité de démarrer l'apprentissage à 14 ans. Je ne souhaite pas son retour mais je constate que cela a considérablement augmenté le nombre d'élèves. Aujourd'hui, la taille du monstre est telle qu'aucune organisation humaine, sauf peut-être l'armée chinoise, ne lui arrive à la cheville. La gigantesque machine qu'est l'Education nationale est obèse, ingérable et inefficace. L'incroyable lourdeur de son administration constitue une dépense largement inutile que l'on peut estimer à près de 10 % du coût total. En même temps, alors que jusqu'en 1968 il existait une tradition de relative docilité du corps

enseignant vis-à-vis des instructions données et de la hiérarchie, le système est désormais peuplé de gens qui n'écoutent pas et sont protégés par leur statut. Dans toute ma carrière, je n'ai pu licencier qu'un professeur. Dans les sphères d'encadrement, recteurs ou inspecteurs sont assez solidaires du ministre, mais lorsqu'on entre dans la réalité du système, les gens font ce qu'ils veulent.

Quelle réforme proposez-vous ?

Quand on a demandé à Raymond Barre pourquoi il n'avait pas touché à l'Education nationale, il a répondu : « Elle est irréformable, la seule chose que l'on pourrait faire, c'est de la casser et de voir ce que l'on peut faire avec les morceaux. » C'est aussi ce que pense : la « mère des réformes », c'est celle du ministère. C'est lui seul que je vise, l'usine à gaz qu'il est devenu : il s'agit de couper la tête de tout le système, d'en retirer la gestion au ministère pour la confier aux exécutifs régionaux. Il n'y aurait plus d'Education nationale mais des éducations régionales, comme dans beaucoup d'autres pays. Cette régionalisation n'est pas synonyme de privatisation ! L'Etat, c'est-à-dire le ministère, déciderait de l'architecture (formations, diplômes) du système. Le financement de celui-ci resterait aussi national, pour éviter les inégalités entre régions riches et régions pauvres. Les régions,





« De la même façon que Gorbatchev n'a pas pu réformer l'Union soviétique avec le Parti communiste, aucun ministre ne pourra réformer notre système éducatif avec l'organisation actuelle »

elles, auraient la totale responsabilité de la gestion, personnel compris, sur la base des dotations votées par le Parlement.

Qu'attendre d'une telle révolution au sommet de la gouvernance ?

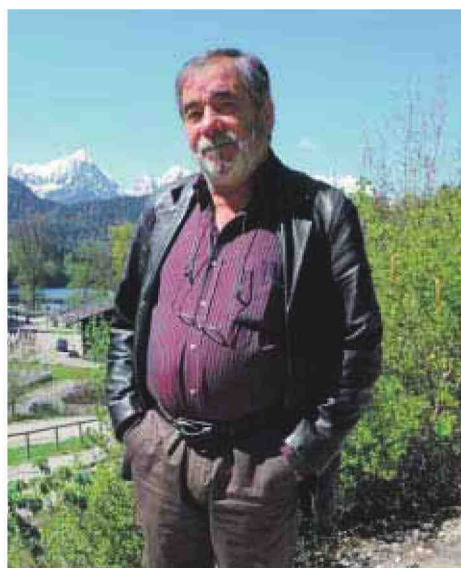
Elle produira peu à peu les effets escomptés : le monstre se disloquera progressivement en morceaux de taille plus humaine et les évolutions nécessaires pourront enfin se produire. Cette option, radicale mais douce, car aux conséquences quasiment inexistantes pour les personnels en place, ne semble être imaginée par personne. En France, c'est une habitude mentale : on considère que l'Éducation doit être nationale. Ce n'est pas le cas dans beaucoup d'autres pays : les Länder allemands, les cantons suisses, les comtés anglais et tant d'autres découpages territoriaux de dimensions parfois très réduites ont des systèmes éducatifs qui fonctionnent souvent bien mieux que le nôtre. J'ai rapproché les données de l'OCDE et celles d'une enquête de l'Ifrap : en matière d'autonomie notre système éducatif arrive à la 32^e place sur 33, juste avant la Grèce !

Pensez-vous que Jean-Michel Blanquer puisse changer les choses ?

J'ai un grand respect pour lui, il connaît bien le système et semble se démener tant qu'il peut. Mais il commet la même erreur que Claude Allègre : il

croit qu'il dirige le système, que les décisions qu'il prend vont réellement avoir un impact alors qu'elles ne produiront que des changements à la surface. On va écrire de nouveaux programmes, se battre pour savoir quand il faut parler de Clovis, des oppositions vont apparaître, les intellectuels - qui n'ont rien à faire dans les sujets d'éducation - vont prétendre que ce sont leurs entrailles qu'on leur arrache, les syndicats vont essayer d'envoyer les élèves dans la rue. J'ai vu cela plusieurs fois dans ma carrière. Cela ne change rien au système, on n'en demande toujours pas assez aux bons élèves et les mauvais continuent à se noyer. Il faut absolument changer la façon dont fonctionne l'Éducation nationale, sans tomber dans le « syndrome Gorbatchev ». De la même façon que celui-ci n'a pas pu réformer l'Union soviétique avec le Parti communiste, aucun ministre de l'Éducation nationale ne pourra réformer notre système éducatif avec l'organisation actuelle. C'est en rapprochant la responsabilité du système de ceux qui en sont les acteurs et les utilisateurs qu'on pourra faire vraiment changer les choses.

@iinchauspe



DR

Jérôme Logre, ancien proviseur, plaide pour une décentralisation radicale de notre système éducatif.